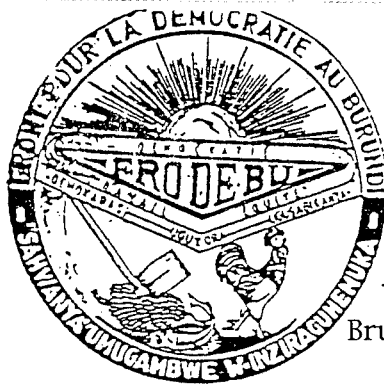


REPUBULIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE "SAHWANYA"
UHUZA ABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

B.30.2.1

- Burundi
- juillet 1994
- FRODEBU

Bruxelles, le 1er Août 1994

COMMUNIQUE DE PRESSE

BURUNDI : l'armée au centre des violences interethniques

Depuis quelques jours, la presse internationale nous parle d'une nouvelle flambée de violences interethniques au Burundi. Ces violences sélectives et à caractère ethnique touchent principalement les populations hutu, toutes classes confondues, contrairement aux affirmations de cette même presse. Les populations tutsi ne sont pas épargnées par cette recrudescence de la violence, bien que dans une moindre mesure. Les massacres se produisent actuellement dans plusieurs coins du pays, surtout en provinces de Muramvya (Ouest du Burundi), Kayanza et Ngozi (Nord), ainsi que Bururi (Sud). Dans chaque cas, l'armée encadre, accompagne ou précède les tueurs tutsi.

Ceux-ci sont constitués de bandes armées formées d'adultes tutsi hébergés dans les "camps de déplacés" et de jeunes terroristes tutsi en provenance de Bujumbura : "les Sans-Défaites" et "les Sans-Echecs". Il s'agit de ces mêmes jeunes qui sèment la terreur dans la capitale, Bujumbura, depuis le mois de janvier de cette année, et y réalisent le plan d'épuration ethnique des principaux bastions tutsi: Ngagara, Musaga, Nyakabiga, Jabe, Kiriri et Rohero. Ce plan concocté et dirigé par l'ancien Président-dictateur Jean-Baptiste BAGAZA vise à expulser les Hutu de la capitale du Burundi et des principales villes du pays, afin de diviser celui-ci en "Tutsiland" et "Hutuland", à l'instar des tristement célèbres homelands sud-africains.

1°) en province de Muramvya:

-le violences ont commencé dans la Commune de Mbuye : le 9 juillet 1994, une dizaine de personnes venues de Bujumbura, les "Sans-Défaites", pénètrent dans le centre de "déplacés" (réfugiés tutsi de l'intérieur, hébergés dans des centres gardés par les militaires) de Kivoga. Le 12 juillet, un groupe de "déplacés" tutsi en compagnie de 6 militaires attaquent la colline de Buyaga où ils incendient 4 maisons chez un Hutu : BUSUNZUGURU; il était 21 heures. Le lendemain, 13 juillet, à 11 heures, un autre groupe de Tutsi dirigés par un enseignant, NIYONZIMA Maurice, attaquent la colline de Teka, où ils tuent un enfant hutu de 5 ans et brûlent 2 maisons. Le vendredi 15 juillet, en guise de représailles, les Hutu de la colline de Buyoga, toute proche, tuent un Tutsi nommé GAFARANGA, sorti du camp de "déplacés" de Kivoga. Ce Tutsi était accusé de meurtre par les Hutu. Le samedi 16 juillet, c'est autour des Tutsi de se venger : à 11 heures du matin, des maisons appartenant à des Hutu sont brûlées sur les collines Teka et Buyaga, et 4 Hutu sont tués. Aussitôt leur forfait accompli, les tueurs tutsi sont évacués par des camions militaires vers le centre provincial de Muramvya ou vers Bukeye, agglomération toute proche. Parmi ces Tutsi responsables de violences, on a pu identifier 2 meneurs: SURWAVUBA S., de la colline Mbuye, et NAHAYO Pascal, de la colline Kigina. Le même jour, 39 voyageurs hutu sur 42 sont tirés d'un autobus des transports en commun (OTRACO) et tués sur le coup; il n'y a que 3 rescapés.

../..

Dans la foulée, les mêmes "déplacés" tuent 17 Hutu de la colline Teka, dont un vieillard de 98 ans : NKUBURIRO. L' Administrateur Communal de Mbuye manque de peu de se faire lyncher par les Tutsi surexcités, n'eût été l'intervention musclée de quelques-uns parmi les militaires présents sur les lieux. Les populations hutu des environs commencent à s'enfuir, pour se cacher dans les marais. Au passage, elles s'en prennent à 4 Tutsi qu'elles tuent. C'est alors que des militaires (Tutsi) venus du camp de Kivoga interviennent et tirent sans sommation ni distinction aucune sur tout Hutu se trouvant sur leur passage. Les 17 et 18 juillet, les collines de Buhangura, Teka, Bugwana et Buyaga sont le théâtre de violences: environ 500 Tutsi (des "déplacés" et des jeunes, les "Sans-Echecs") armés de lances et de bambous se mettent à incendier plus de 1.000 maisons sur ces collines, après les avoir préalablement pillées. Ils sont appuyés par des militaires tutsi en provenance des camps de Gitega (centre du Burundi), Mwaro et Muramvya. Ces militaires interviennent en tirant des coups de feu. Jusqu'au 24 juillet, les tueries, les pillages et les destructions continuent : plus de 1.000 personnes sont massacrées dans toute la Commune de Mbuye. Les principaux encadreurs des hordes tutsi sont 2 militaires : un militaire du camp Ngozi, prénommé Bonaventure, et un autre, originaire de Gabura: MBAYAHAGA Déogratias (brigade Muramvya) .Toutes ces scènes de violences se passent sous le regard impuissant des dirigeants locaux de l'Administration Communale. Toutes les 26 collines de la Commune sont aujourd'hui vides.

Les services publics dépendant de la Commune de Mbuye sont arrêtés, et la plupart des fonctionnaires en fuite. Des parlementaires issus de la Province de Muramvya viennent de se rendre sur les lieux, afin d'appeler les populations hutu et tutsi au calme.

-Commune de Rutegama: c'est la première Commune à subir les contrecoups des violences de Mbuye, puisque les populations hutu chassées de leurs habitations s'enfuient dans cette Commune voisine. Ainsi, l'on y constate une présence inhabituelle de militaires venus du camp de Mwaro (camp abritant les fantassins d'élite les plus cruels des soldats burundais) et du camp de Gitega . Dès le 23 juillet 1994, 16 maisons de Hutu sont brûlées sur la colline Mushikamo par des "déplacés"; des militaires tirent sur un groupe de Hutu, blessant 3 personnes (dont un vieillard de 70 ans) et en tuant 4 . Le dimanche 24 juillet, après le passage des autorités politiques, administratives et militaires dans la région aux fins de pacification, la "bande de Mbuye" (plus de 1.000 personnes" appuyée par des militaires tire sur un petit enfant et dans l'après-midi du même jour, ils tuent également plus de 11 adultes à la Paroisse et au centre de santé de Munanira. Depuis lors, la situation reste très tendue dans cette Commune.

-Commune de Kiganda: du 18 au 21 juillet 1994, une centaine de maisons de Hutu sont pillées et brûlées; 33 personnes hutu sont massacrées. En guise de représailles, les Hutu brûlent des maisons de Tutsi.

-Commune de Muramvya: celle-ci héberge, sur la colline de Shombo, près de 700 Hutu originaires de Kiganda, chassés par les "déplacés" tutsi. Tout commence le vendredi 22 juillet 1994 à 7H30' : une bande de Tutsi armés de bambous, de lances et de machettes s' attaque à ces fugitifs hutu venus de Kiganda. Ces Tutsi sont commandés par un ex-militaire Commando: GAHUSHI Emmanuel. 2 personnes sont blessées, et des maisons brûlent encore les 23 et 24 juillet.

../..

2°) en province de Ngozi :

-des militaires burundais, toutes unités confondues, opèrent des massacres systématiques;

-Commune Busiga : la colline frontalière de Mparamirundi constitue le lieu de rencontre entre les militaires du F.P.R. et ceux du Burundi. Sur cette même colline, il y a eu beaucoup de morts et de blessés, du fait de l'armée.

3°) en province de Kayanza : toutes les Communes sont atteintes par les violences ethniques, et spécialement :

-Commune Muhanga: la Commune est entièrement vidée de toute vie humaine; toutes les maisons ont été brûlées. Les déplacés tutsi et les militaires sont passés de maison en maison, en tuant tout Hutu qu'ils ont rencontré, en brûlant toute maison appartenant à un Hutu; ils s'en sont même pris aux champs de bananiers, de haricots et même de caféiers en les incendiant. Les morts s'évaluent entre 150 et 200.

-Commune de Rango : même chose qu'à Muhanga. Les déplacés hutu dans les Communes voisines sont poursuivis et tués par les militaires, contrairement aux Tutsi, qui bénéficient de la protection des forces armées.

-Commune Butaganzwa : mêmes scènes de massacres par des militaires secondés par les "déplacés" tutsi.

4°) en province de Bururi : tensions persistantes en Comunes de Bururi et de Songa;

-Commune Rumonge: des civils tutsi ont tué un fonctionnaire hutu et la nuit du 23 au 24 juillet 1994, des militaires tutsi enlèvent un aide-infirmier hutu, très apprécié par la population.

Conclusions : nous en appelons solennellement à l'O.N.U, à l'O.U.A, à l'Union européenne, au nouveau Haut Commissaire des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme, et en particulier à toutes les O.N.G. de coopération au développement ainsi qu'à tous les mouvements de défense des droits de l'homme, à l'opinion internationale, afin qu'ils assistent les dirigeants démocratiques du Burundi et le peuple burundais dans leur combat pour une réforme en profondeur de l'armée burundaise et contre l'impunité judiciaire.

Ces souhaits s'inspirent des conclusions et recommandations du rapport de la "Commission d'enquête internationale sur les massacres d'octobre 1993 au Burundi" (5 juillet 1994). En effet, devant l'impunité totale dont jouissent les responsables du putsch militaro-civil d'octobre-novembre 1993 qui a emporté la vie de Son Excellence le Président démocratiquement élu NDADAYE Melchior, force est de constater que la Justice burundaise, majoritairement tutsi, est incapable de juger les criminels. Aussi une réforme de l'armée monoethnique tutsi pour en faire une armée véritablement nationale, jointe à une aide juridique sous forme d'assistance judiciaire au Burundi, nous paraît plus qu'urgente, pour mettre fin aux incertitudes actuelles face à l'avenir politique du Burundi. Donnons une chance à la paix!...

Le Représentant en Belgique du Parti "SAHWANYA - FRODEBU",

Raphaël NTIBAZONKIZA

